L'enquête publique portant sur la sauvegarde du patrimoine et la mise en valeur de Perpignan (PSMV) avait soulevé une émotion considérable parmi les riverains concernés, les associations et tous les amoureux du patrimoine catalan.

La participation du public avait été très importante et l'enquête qui se déroulait à la sauvette avait dû être prolongée.

Il s'agissait ni plus ni moins de poursuivre la brutalité des démolitions des quartiers anciens de St Jacques et de St Matthieu avec à la clef quelques gadgets comme l'ascenseur pour rejoindre la place du Puig.

Cela n'a nullement contrarié le commissaire enquêteur qui vient de publier un **avis favorable sans réserve.**

Nous retiendrons que sa démarche prétend s'appuyer sur un consensus entre « opposants » et « favorables » au motif que tous veulent la réhabilitation des quartiers pauvres. Il s'agit d'un raisonnement mensonger puisque la réhabilitation ne peut se confondre avec les destructions programmées des différentes opérations contenues dans le document.

Les conclusions de ce rapport portent aussi à croire que le commissaire enquêteur n'a pas compris ce dont il s'agissait puisque dans une recommandation - qui n'a aucune valeur juridique - il demande : *« de réaliser une expertise des lieux et des sites avant toute intervention dans le secteur sauvegardé, tant sur les immeubles, le bâti ou les îlots à modifier ou à réhabiliter ou à démolir. »*

·On croit rêver puisque c'est l'objet même des documents qui étaient soumis à l'enquête publique…

L'application du plan de sauvegarde de 2007 s'est faite dans des conditions indignes vis-à-vis des valeurs sociales et morales que la France met en avant. La destruction d'îlots entiers conduit à l'expulsion des populations qui y vivent depuis des décennies et fait le jeu des

spéculateurs, comme en témoignent les prétendues opérations d'utilité publiques à St Matthieu.

Le nouveau plan ne peut qu'amplifier la crise sociale alors que Perpignan - et tout particulièrement son centre-ville - est victime des choix immobiliers et commerciaux d'une oligarchie indifférente à la vie quotidienne de ses habitants.

Ce document d'urbanisme prétendument de sauvegarde accentue la gravité du précédent et il doit trouver, dans l'opposition constructive et diverse de la société roussillonnaise, une réplique à ce qui n'est qu'un avatar de l'inculture et du mépris politique.